FICHIER ÉLECTORAL NATIONAL

Inaccessible, jusque-là, pour les observateurs européens

Après près de trois semaines de présence en Algérie, la mission d'observation des élections législatives de l'Union européenne n'a toujours pas accédé au fichier électoral national. Le chef de la mission, José Ignacio Salafranca, a dit, hier, attendre une réponse d'Ould Kablia dans les 24 heures.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'accès au fichier électoral n'est visiblement pas chose aisée, y compris pour la mission d'observation des élections de l'Union européenne. Déployée sur le terrain depuis près de trois semaines, cette mission n'a pas pu, jusqu'à hier, y accéder. Nonobstant cette difficulté, le chef observateur de l'Union européenne s'est dit, hier, lors d'une conférence de presse, satisfait de la coopération entre sa mission et les autorités algériennes. José Ignacio Salafranca, qui a révélé avoir rencontré le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, s'est montré rassuré par «la disponibilité» d'Ould Kablia à lui ouvrir le fichier électoral. «Il (Ould Kablia, ndlr) s'est montré disponible. Il a promis une réponse rapide. On aura la réponse dans les prochaines 24 heures», a-t-il affirmé, confiant. Il y a assurément lieu de faire remarquer que la révision du fichier électoral en prévision des législatives du 10 mai prochain a soulevé des appréhensions chez nombre de partis politiques. Ces derniers ont estimé exagéré le nombre de nouveaux inscrits, qui avoisine les 3 millions. Cela étant, si l'observateur en chef de l'Union européenne s'est déclaré satisfait du déroulement de la mission de son équipe sur le terrain, il est resté néanmoins prudent.

Photo : DR

José Ignacio Salafranca confiant.

Aussi lorsqu'il a été questionné sur les dépassements que la CNSEL ne rate pas de soulever, il s'est suffi de rétorquer : «Nous sommes satisfaits du travail de nos observateurs. Mais je ne peux pas faire de remarques anticipées.»

Comme lors de sa précédente sortie médiatique, José Ignacio Salafranca a donné rendez-vous pour l'après-scrutin, s'agissant du partage des appréciations et remarques que sa mission aura faites. Cependant, il n'a pas manqué de livrer un léger relevé de température électorale. Pas de quoi soulever des commentaires. «Nous avons pris le pouls de la campagne. Nous avons relevé qu'il y a des forces politiques qui mobilisent et d'autres moins. Mais je ne peux pas faire d'appréciation globale.»

José Ignacio Salafranca a, par ailleurs, promis que sa mission sera impartiale dans son observation des législatives. «Nous allons faire une évaluation ferme de ce processus, de façon impartiale. Nous sommes conscients de la situation du pays et de la situation régionale. Nous ne sommes pas venus pour donner un chèque en blanc aux autorités.»

L'observateur en chef de l'Union européenne a également informé que le rapport final de sa mission sera public.

S. A. I.

MEETING DE DJABALLAH À GUELMA

«Une campagne pour un changement radical»

Ils étaient nombreux à s'être donné rendez-vous mercredi matin au théâtre régional Mahmoud-Triki de la ville de Guelma où ils ont assisté au meeting de Abdallah Djaballah, premier responsable du Front pour la justice et le développement (FJD).

Comme d'habitude, le chef du FJD n'a pas mâché ses mots, pointant du doigt la politique menée depuis l'indépendance.

«C'est l'échec total, tous ceux qui ont participé aux prises de décisions sont responsables de cette situation qu'ils assument aujourd'hui, ils n'ont aucune excuse», martèlera-t-il à l'adresse de l'assistance. Devant un auditoire conquis, Abdallah Djaballah a également développé les principaux axes de son programme de campagne, qui, selon lui, «s'inspirent de la Déclaration du 1er Novembre 1954 et de l'Islam».

Photo : New Press

Djaballah prône un État de droit, de liberté et de démocratie.

Un Etat de droit, de liberté et de démocratie, disait-il. Il a également insisté sur des réformes politiques et économiques profondes et effectives.

Enfin, le premier responsable du FJD a déclaré que «l'administration est tenue de respecter ses engagements quant à la transparence et la régularité du prochain scrutin», avant de lancer un appel à tous les citoyens : «Je vous invite à voter massivement le 10 mai pour combattre la fraude.»

N. Guergour

ILS ONT SURVEILLÉ LE PASSAGE DES CANDIDATS SUR LE PLATEAU

Deux observateurs de l'UE à la radio de Blida

Deux membres des observateurs de l'UE, une Hongroise et un Autrichien, respectivement journaliste d'investigation et anthropologue, viennent d'assister au passage des candidats aux élections législatives du 10 mai sur le plateau de Radio Blida, avons-nous appris auprès de Mme Slimani Ratiba, directrice de cette chaîne.

Ces observateurs, qui ont assisté à toute l'émission, ont examiné les règles de passage des partis et le respect du temps alloué à chaque candidat pour présenter son programme.

Des notes ont été prises, lesquelles seront transmises à leur responsable.

Cette émission, qui passe quotidiennement de 11h à 1 h et animée par le journaliste Adnane Dekkar, est à son 36e parti sur les 40 en lice.

Trois têtes de liste passent en même temps à l'émission et chacune d'entre elles tend à convaincre autant que faire se peut les auditeurs blidéens pour voter pour elle.

A noter que 8 femmes têtes de liste ou représentantes de partis y sont déjà passées sur les ondes de Radio Blida.

M. B.

Carnet de campagne

A mesure qu'avance la campagne électorale, les appels à un vote massif se multiplient. Ils émanent des partis engagés dans la course, de syndicats et même du président de la République, tant le spectre de l'abstention plane sur ces élections. Imperturbables, les partis en lice continuent de sillonner les wilayas à la pêche aux voix.

L'attaque

Les programmes proposés par les différents partis politiques ne sont visiblement pas du goût de Belkhadem.

Il a fustigé depuis Boumerdès des programmes «inefficaces» et «incompatibles» avec les aspirations du peuple. Belkhadem va plus loin affirmant que certains partis «s'évertuent à afficher les photos et à scander des slogans creux». Il ne dit cependant pas qui il cible…

Commerce informel

Les accusations se suivent et ne se ressemblent pas. Elles émanent cette fois de Mohamed Saïd, le président du PLJ, qui a critiqué «le commerce illégal des voix» et considéré ces comportements comme «une atteinte à la dignité du citoyen algérien» et une infraction qu'il faut punir par la force de la loi. Lui non plus n'a pas désigné les coupables…

Laskri n'oublie pas

Le premier secrétaire du FFS ne digère toujours pas certains écrits de presse qui avait, bien avant l'annonce officielle de la participation aux législatives, donné son parti partant pour la course à la députation. Pas plus tard qu'hier, il a fustigé une «certaine presse» qui, selon lui, «tente de dénigrer l'un des leaders de la révolution algérienne» en «colportant des mensonges».

Des recours, et après ?

La Commission nationale de surveillance des élections a reçu des centaines de sollicitations faisant état de violations des dispositions de la loi électorale. Son président a fait état de plaintes au sujet de l'affichage sauvage, l'utilisation des langues étrangères ou encore l'utilisation de publicités sans pour autant communiquer sur les suites ayant été données à ces recours….

Souci de transparence

Louable initiative que celle prise par la Commission nationale de supervision des élections législatives qui a entamé la publication de ses décisions sur son site internet. La commission, composée de magistrats, donne non seulement la possibilité au grand public de connaître ses délibérations mais également aux auteurs des recours de suivre en ligne le traitement de leurs doléances.

Ni 12 S ni nationalité

Amara Benyounès, évoquant les problèmes bureaucratiques, s'est engagé, en cas de victoire des élus de sa formation politique, à supprimer certains documents administratifs tels que l'acte de naissance (S 12) et le certificat de nationalité. Le président du Mouvement populaire algérien promet de partir en guerre contre la bureaucratie.

Djaballah persiste

Le président du Front de la justice et du développement persiste et signe. Abdallah Djaballah continue de réclamer un retour aux sources en prônant un retour à l'Islam, estimant nécessaire de «retourner à nos sources, à nos valeurs arabo-musulmanes» et promettant de créer un ministère chargé de la zakat, qui veillera à sa collecte et à sa répartition.

Plus de fête du travail ?

Le président du Front du changement s'est demandé à partir de Constantine à quoi rimait de fêter le 1er Mai «dans un pays où règne le chômage». Menasra dit ne pas comprendre «que l'on puisse parler de fête du travail pendant que le taux de chômage ne cesse d'augmenter d'année en année et que la majorité écrasante des jeunes Algériens n'a de la notion du travail qu'une vague idée». Il ne dit pas s'il compte supprimer cette fête…

Nawal Imès